



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 mars 2011  
Français  
Original : anglais

### Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 12 de l'ordre du jour provisoire\*

### Organisations non gouvernementales

## Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2011

(New York, 31 janvier-9 février et 3 mars 2011)

### Résumé

À sa session ordinaire de 2011 tenue du 31 janvier au 9 février et le 3 mars 2011, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 352 demandes d'admission au statut consultatif, y compris des demandes dont il avait reporté l'examen lors de ses sessions tenues de 1999 à 2010. Il a recommandé au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif à 112 des organisations ayant présenté une demande, pris acte du retrait par une organisation de sa demande d'admission, clos, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen de la demande de 23 organisations et reporté l'examen de 216 demandes à la reprise de sa session, en mai 2011. Le Comité était également saisi de 10 nouvelles demandes de reclassement dont cinq ont reçu son aval. Il a également examiné une demande de reclassement qui avait été reportée et à laquelle il a donné son aval. Le Comité a examiné 7 demandes de changement de nom, a pris acte de 6 d'entre elles et a reporté l'examen de la septième à sa prochaine session. Il était en outre saisi de 231 rapports quadriennaux et a pris note de 212 d'entre eux. Dans l'attente des réponses aux questions qu'il avait posées, le Comité a reporté l'examen de 16 rapports quadriennaux, déjà reporté lors de sessions antérieures, et de 3 rapports soumis à la présente session. Treize représentants d'organisations non gouvernementales se sont exprimés devant le Comité, sur un total de 27 organisations représentées à la session.

Le présent rapport contient deux projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est appelé à se prononcer.

\* E/2011/100.



Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'octroyer le statut consultatif à 112 organisations non gouvernementales;
- b) De reclasser six organisations non gouvernementales;
- c) De prendre acte du retrait par une organisation non gouvernementale de sa demande;
- d) De prendre acte du changement de nom de six organisations non gouvernementales;
- e) De prendre note des rapports quadriennaux de 212 organisations non gouvernementales;
- f) De clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen de la demande de 23 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions posées au cours de deux sessions consécutives.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil prendrait note du présent rapport.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention .	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption. ....	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif, demandes de reclassement et de changement de nom, rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales et clôture de l'examen de demandes sous réserve du droit de renouveler la demande. ....	4
Projet de décision II	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2011 .....	16
II. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement, de changement de nom et de retrait de demande reçues d'organisations non gouvernementales .....	16
A. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures .....	17
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement .....	24
III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil .....	30
A. Rapports quadriennaux dont le Comité avait décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures .....	30
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social .....	31
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG .....	32
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, y compris le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil .....	32
Questions connexes .....	32
VI. Examen des rapports spéciaux et des plaintes des États Membres .....	33
VII. Organisation de la session. ....	33
A. Ouverture et durée de la session .....	33
B. Participation .....	33
C. Élection du Bureau .....	33
D. Ordre du jour .....	34
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2011 .....	35

## **I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention**

### **Projets de décision soumis au Conseil pour adoption**

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

#### **Projet de décision I**

#### **Demandes d'admission au statut consultatif, demandes de reclassement et de changement de nom, rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales et clôture de l'examen de demandes sous réserve du droit de renouveler la demande**

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 112 organisations non gouvernementales ci-après<sup>1</sup> :

#### *Statut consultatif général*

Hope International

#### *Statut consultatif spécial*

5th Pillar

Aboriginal Legal Service of Western Australia

Afromedianet

Agewell Foundation

Amigos do Protocolo de Kyoto

Asociación Civil Educación, Ambiente y Territorio

Association burkinabé pour la survie de l'enfance

Association de la jeunesse congolaise pour le développement

Association femmes soleil d'Haïti

Association mauritanienne pour la promotion du droit

Association of World Reindeer Herders

Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa

Athletes United for Peace

Aube nouvelle pour la femme et le développement

Azerbaijan Turkey Business Association

Azrbaycan Grinin Avro-Atlantika Tkilat

Behnam Daheshpour Charity Organization

---

<sup>1</sup> En réponse à des demandes nouvelles ou reportées.

Beijing Children's Legal Aid and Research Center  
Beijing Zhicheng Migrant Workers' Legal Aid and Research Center  
Center for Global Community and World Law  
Centre for Equality Rights in Accommodation  
China Energy Fund Committee  
China Foundation for Poverty Alleviation  
CLIPSAS  
Compassion Africa Aged Foundation  
Concern for Environmental Development and Research  
Coordinadora Española para el Lobby Europeo de Mujeres  
Council for American Students in International Negotiations  
Drammeh Institute  
Drug Prevention Network of Canada  
Ecocosm Dynamics  
Federación Internacional de Fe y Alegría  
Forum Azzahrae pour la femme marocaine  
Foundation for the Development of Knowledge Suma Veritas  
Framework Convention Alliance for Tobacco Control  
Fundación Atenea Grupo  
Fundación Ecología y Desarrollo  
Grand Triangle  
GS1  
Hydroaid  
Initiative du millénaire des femmes africaines contre la pauvreté et pour les droits humains  
Instituto para la Participación y el Desarrollo-INPADE-Asociación Civil  
International Administrative Science Association  
International Ecological Safety Cooperative Organization  
International Federation of Psoriasis Associations  
International Human Rights Observer  
International Police Executive Symposium  
International Samaritan  
International Solidarity and Human Rights Institute  
Istanbul Research Centre on Women

Kadin Adaylari Destekleme ve Eđitme Derneđi  
Kenya Community Development Group  
Kikandwa Rural Communities Development Organization  
Leaders Organization  
Leadership Conference on Civil Rights Education Fund  
Life for Africa  
Livelihood NGO  
Mémorial de la Shoah  
Minhaj-ul-Quran International  
Movement against Atrocities and Repression  
Muhammadiyah Association  
National Association for Work Bless  
National Association of Home Builders of the United States  
National Native Title Council  
National Women's Studies and Information Center « Partnership for  
Development »  
New York and New Jersey Asian American Law Enforcement Advisory  
Committee  
Niall Mellon Township Trust  
Not for Sale Campaign  
OceanCare  
Organisation nationale des donneurs de sang bénévoles  
Organizaçáo das Famílias da Ásia e do Pacífico  
Pan African Civil Society Network  
Patim  
Plan Suomi Säätiö  
Pro-Life Campaign  
Protection de l'environnement et de l'écosystème  
RESO-Femmes  
Roma Zaedno  
Rufaida Health Foundation  
Rural Development Centre  
Sacro Militare Ordine Costantiniano di San Giorgio  
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände

Serve Train Educate People's Society  
Social Initiatives Support Fund  
Society for Industrial and Organizational Psychology  
Soroptimist International of Europe  
South Sudanese Women Christian Mission for Peace  
Sucardif Association  
Sudanese Organization for Education Development  
Tamil Christian Broadcasting Network  
Terra-1530  
Think Youth Independent Association  
Türk Kalp Vakfı  
Turkish Philanthropy Funds  
Umid Support to Social Development Public Union  
UNIFEM Sweden  
United Help for International Children  
United Kingdom Association for the United Nations Development Fund  
for Women  
Univers de solidarité et de développement  
VAAGDHARA  
Verband Entwicklungspolitik Deutscher Nichtregierungs-Organisationen  
Victorious Youths Movement  
Vivekananda Sevakendra-O-Sishu Uddyan  
Women Against Violence (Europe)  
Women for Human Rights, single women group  
Women Watch Afrika, Inc.  
Womensport International  
World Federation for the Treatment of Opioid Dependence

*Liste*

Hellenic Research and Educational Institute « Panos Mylonas » for Road  
Safety and the Prevention and Reduction of Traffic Accidents  
International Federation of Thanatologists Associations  
Richbone Initiative Foundation

b) De reclasser les organisations non gouvernementales ci-après :

i) Dotées du statut consultatif spécial, auxquelles est octroyé le statut consultatif général :

Conseil international des traités indiens

Fondation internationale de la famille

Sulabh International Social Service Organization

ii) Inscrites sur la liste, auxquelles est octroyé le statut consultatif spécial :

Duke of Edinburgh's Award International Foundation

Plan International\*\*

Union internationale contre le cancer\*

c) De prendre note que l'organisation non gouvernementale suivante a formulé le retrait de sa demande :

Agape International Spiritual Center of Truth

d) De prendre note de la demande de changement de nom des six organisations non gouvernementales ci-après :

Amis de la Terre devient *Amis de la Terre international*

Hariri Foundation devient *Hariri Foundation for Sustainable Human Development*

Izza Peace Foundation devient *International Peace and Development Organization*

Korea Freedom League devient *Korea Freedom Federation*

Soap and Detergent Association devient *American Cleaning Institute*

United States Trademark Association devient *International Trademark Association*

e) De prendre note des rapports quadriennaux des 205 organisations non gouvernementales suivantes pour la période considérée (2006-2009) :

8th Day Center for Justice

Aahung

Action aides aux familles démunies

Action mondiale des parlementaires

African American Islamic Institute

African Youth Movement

AFS Inter-Cultural Programs

Agence d'aide à la coopération technique et au développement

---

\* Pour le compte rendu des débats, voir chap. II.B, par. 23.

\*\* Pour le compte rendu des débats, voir chap. III.B, par. 29.



Al-khoei Foundation  
Alliance baptiste mondiale  
Alliance mondiale pour la santé des femmes  
American Society of Safety Engineers Americans for UNFPA  
Amnesty International  
Architectes de l'urgence  
Asian Indigenous and Tribal Peoples Network  
Asian Migrant Centre  
Asociación Civil Consorcio Desarrollo y Justicia  
Assembly of First Nations – National Indian Brotherhood  
Associação de Mulheres Contra a Violência  
Association des états généraux des étudiants de l'Europe  
Association du peuple chinois pour la paix et le désarmement  
Association for Aid and Relief (Japan)  
Association for Sustainable Human Development  
Association internationale de lutte contre la pauvreté et pour le développement  
Association internationale des Lions Clubs  
Association internationale des ports  
Association italienne d'aide à l'enfance  
Association mondiale de la route  
Association of European Parliamentarians for Africa  
Association of Former Diplomats of China  
Association of Medical Doctors of Asia  
Association universelle pour l'espéranto  
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII  
Austrian Federal Economic Chamber  
Baha'i International Community  
Brahma Kumaris World Spiritual University  
Brazilian Foundation of America  
Building and Social Housing Foundation  
Bundesarbeitsgemeinschaft der Senioren-Organisationen  
Bureau d'information démographique  
CARE  
Catholic Organization for Relief and Development Aid

Center for Oceans Law and Policy  
Centre d'Amman pour les études des droits humains  
Centre Europe-tiers monde  
Centre for the World Religions  
Centre international de recherche sur les femmes  
Centre international du bâtiment pour la recherche et l'innovation  
Centre néerlandais pour les peuples autochtones  
Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio 74  
Chambre de commerce internationale  
Child Care Consortium  
China Association for International Science and Technology Cooperation  
China Education Association for International Exchange  
China Society for Human Rights Studies  
Comité consultatif mondial des amis  
Comité des services africains  
Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples  
Commission internationale des irrigations et du drainage  
Commonwealth Association of Surveying and Land Economy  
Conectas Direitos Humanos  
Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie  
Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies  
Conseil du Commonwealth pour l'écologie humaine  
Conseil égyptien des affaires étrangères  
Conseil international des agences bénévoles  
Conseil international des associations chimiques  
Conseil international des services juifs de bienfaisance et d'assistance sociale  
Conseil international des sociétés de design industriel  
Delta Sigma Theta Sorority  
Deniz Feneri Association  
DiploFoundation  
Dominicains pour justice et paix (ordre des frères prêcheurs)  
Dominican Leadership Conference

Drug Free America Foundation  
Eco-Accord: Center for Environment and Sustainable Development  
Église presbytérienne États-Unis  
Egyptian Organization for Human Rights  
European Federation for Transport and Environment  
Exchange and Cooperation Centre for Latin America  
Family Health International  
Fédération allemande des homosexuels et des lesbiennes  
Fédération européenne des femmes actives au foyer  
Fédération internationale des centres sociaux et communautaires  
Fédération internationale des femmes juristes  
Fédération internationale des ligues des droits de l'homme  
Federation of National Representations of the Experiment in International Living  
Federation of Western Thrace Turks in Europe  
Fédération syndicale mondiale  
Fondation canadienne des relations raciales  
Fondation Chantal Biya  
Fondation internationale de l'énergie  
Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines  
Fonds international pour la défense des animaux  
Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer  
General Confederation of Trade Unions  
Gram Bharati Samiti  
Greenpeace International  
Group of 78  
Groupe parlementaire interaméricain sur la population et le développement  
Groupe pivot : droit et citoyenneté des femmes  
Half the Sky Foundation  
Health on the Net Foundation  
HELIO International  
Heritage Foundation  
Hope for Africa  
Human Rights Internet

Imam Al-Sadr Foundation  
Imamia Medics International  
Incorvuz-XXI  
Indonesian Child Welfare Foundation  
Ingénieurs du monde  
Institut de la gestion déléguée  
Institut de politique familiale  
Institute for Energy and Environmental Research  
Institute of Global Education  
Institute of International Sociology of Gorizia  
International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm  
International Association of Y's Men's Clubs  
International Coastal and Ocean Organization  
International Committee for Arab-Israeli Reconciliation  
International Communities for the Renewal of the Earth  
International Federation of Family Associations of Missing Persons  
from Armed Conflicts  
International Federation of Inspection Agencies  
International First Aid Society  
International Health Awareness Network  
International Institute for Non-Aligned Studies  
International Network for Sustainable Energy  
International Relations Students' Association of McGill University  
International Research Foundation for Development  
International Society for Augmentative and Alternative Communication  
International Society of Doctors for the Environment  
International Women's Democracy Center  
International Women's Writing Guild  
International Women's Year Liaison Group  
Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons  
« Sail of Hope »  
Jammu and Kashmir Council for Human Rights  
Jesuit Refugee Service  
Jeune Chambre internationale

Jeunesse étudiante catholique internationale  
JMJ Children's Fund of Canada  
Kids First Fund  
Kitakyushu Forum on Asian Women  
Kiwanis International  
Korea Freedom League  
Korea International Volunteer Organization  
Korean National Council of Women  
LatCrit  
Les vraies femmes du Canada  
Macedonian Center for International Cooperation  
Maryknoll Fathers and Brothers  
Maryknoll Sisters of St. Dominic  
Medical Aid for Palestinians  
Medico International  
Mouvement fédéraliste mondial  
Mujer para la Mujer  
National Association of Criminal Defense Lawyers  
National Center for State Courts  
National Rehabilitation and Development Center  
Native American Rights Fund  
Network « Earth Village »  
New South Wales Aboriginal Land Council  
Organisation de défense des victimes de violence  
Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle  
des finances publiques  
Organisation mondiale contre la torture  
Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique  
Oxfam International  
Parti radical transnational  
Peace Boat  
Physicians for Social Responsibility  
Plan International  
Political and Ethical Knowledge on Economic Activities

Rainforest Foundation  
Rainforest Foundation International  
Rehabilitation International  
Réseau des femmes Est-Ouest  
Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights  
Rooftops Canada  
Roza  
Save Africa Concerts Foundation  
School Sisters of Notre Dame  
Seniors Españoles para la Cooperación Técnica  
Sinha Institute of Medical Science and Technology  
Sisters of Mercy of the Americas  
Société antiesclavagiste  
Société argentine de pédiatrie  
Société de législation comparée  
Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem  
Tchad agir pour l'environnement  
Teresian Association  
Tiye International  
To Love Children Educational Foundation International  
UBUNTU Forum  
Union internationale de la science psychologique  
Union internationale des magistrats  
Union internationale pour l'étude scientifique de la population  
Union nationale de la femme tunisienne  
Unione Intercontinentale Casalinghe  
United Nations Watch  
Urban Justice Center  
Vikas Samiti  
Vital Voices Global Partnership  
Winvisible: Women with Visible and Invisible Disability  
Women Against Rape  
Women in Law and Development in Africa  
Women's Crisis Centre

Women's Welfare Centre  
 World for World Organization  
 World Information Transfer  
 World Peace and Economic Development Organization  
 Youth Empowerment Alliance

f) De prendre note des rapports quadriennaux des sept organisations non gouvernementales suivantes pour les périodes antérieures à la période 2006-2009 :

Amnesty International  
 Fédération internationale des ligues des droits de l'homme  
 Heritage Foundation  
 Human Rights Internet  
 Jammu and Kashmir Council for Human Rights  
 Parti radical transnational  
 Union internationale des magistrats

g) De prendre note que le Comité chargé des organisations non gouvernementales a décidé de clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen de la demande des 23 organisations non gouvernementales ci-après qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité, en dépit de trois rappels adressés par le Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat au cours de deux sessions consécutives du Comité :

American Humanist Association  
 Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement  
 Assyrian Academic Society  
 Centrum Mot Rasism  
 Conseil indien des populations autochtones tribales (région nord-est)  
 Ecumenical Coalition on Tourism Foundation  
 Elite ClubEuropean Renewable Energy Council  
 EveryChild  
 Forest Products Associations of Canada  
 IBON Foundation  
 International Centre for Migration Health and Development  
 International Refugee Rights Initiative  
 Ivorian Hope Charity  
 NATRIPAL  
 Neda Institute for Scientific-Political Research

Pain pour le prochain  
Psychology Beyond Borders  
Redeem Africa Foundation  
Solidarity: NGO of the Orthodox Church of Greece  
UK Consortium on AIDS and International Development  
Women's Ordination Conference  
Zigen Fund

**Projet de décision II**

**Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales  
sur les travaux de sa session ordinaire de 2011**

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2011.

**II. Demandes d'admission au statut consultatif  
et demandes de reclassement, de changement  
de nom et de retrait de demande reçues  
d'organisations non gouvernementales**

2. Le Comité a examiné le point 3 de l'ordre du jour (Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales), de sa 1<sup>re</sup> à sa 10<sup>e</sup> séance et de sa 12<sup>e</sup> à sa 16<sup>e</sup> séance, du 31 janvier au 4 février et du 7 au 9 février 2011. Il était saisi des documents suivants :

a) Mémoire du Secrétaire général transmettant les nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2011/R.2 et Add.1 à 16);

b) Mémoire du Secrétaire général transmettant les demandes de reclassement (E/C.2/2011/R.3);

c) Récapitulatif des demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales et dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues durant la période 1999-2010 (E/C.2/2011/CRP.1);

d) Mémoire du Secrétaire général transmettant les demandes de reclassement dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2011/CRP.3);

e) Lettre de l'organisation non gouvernementale Agape International Spiritual Center of Truth informant le Comité du retrait de sa demande d'admission au statut consultatif.

3. Le Comité a examiné le point 6 c) de l'ordre du jour (Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants



des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil : questions connexes diverses), à sa 16<sup>e</sup> séance, le 9 février. Il était saisi d'un récapitulatif des demandes émanant d'organisations non gouvernementales sollicitant un changement de nom (E/C.2/2011/CRP. 4).

**A. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures**

4. Le Comité a examiné le point 3 a) de l'ordre du jour (Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures), à ses 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> séances et de sa 12<sup>e</sup> à sa 16<sup>e</sup> séance, le 4 février et du 7 au 9 février. Pour examen de la question, il était saisi du document E/C.2/2011/CRP.1.

**Demandes faisant l'objet d'une recommandation favorable**

5. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif à 51 des 181 organisations pour lesquelles il avait reporté l'examen des demandes d'admission lors de sessions antérieures [voir chap. I, projet de décision I, par. a)] :

*Statut consultatif général*

Hope International

*Statut consultatif spécial*

5th Pillar

Afromedianet

Association de la jeunesse congolaise pour le développement

Association of World Reindeer Herders

Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa

Athletes United for Peace

Aube nouvelle pour la femme et le développement

Behnam Daheshpour Charity Organization

Center for Global Community and World Law

Centre pour l'égalité des droits en matière de logement

Compassion Africa Aged Foundation

Coordinadora Española para el Lobby Europeo de Mujeres

Council for American Students in International Negotiations

Drug Prevention Network of Canada

Ecocosm Dynamics

Federación Internacional de Fe y Alegría  
Foundation for the Development of Knowledge Suma Veritas  
Framework Convention Alliance for Tobacco Control  
Fundación Atenea Grupo  
GS1  
Hydroaid  
International Ecological Safety Cooperative Organization  
International Federation of Psoriasis Associations  
International Human Rights Observer  
International Police Executive Symposium  
International Solidarity and Human Rights Institute  
Leadership Conference on Civil Rights Education Fund  
Life for Africa  
Movement against Atrocities and Repression  
Mémorial de la Shoah  
National Association of Home Builders of the United States  
National Native Title Council  
New York and New Jersey Asian American Law Enforcement Advisory  
Committee  
Niall Mellon Township Trust  
Not for Sale Campaign  
Pan African Civil Society Network  
Pro-Life Campaign  
Sacro Militare Ordine Costantiniano di San Giorgio  
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände  
Society for Industrial and Organizational Psychology  
Soroptimist International (Europe)  
South Sudanese Women Christian Mission for Peace  
UNIFEM Suède  
United Kingdom Association for the United Nations Development Fund  
for Women  
Verband Entwicklungspolitik Deutscher Nichtregierungs-Organisationen  
Victorious Youths Movement  
Vivekananda Sevakendra-O-Sishu Uddyan

Women Against Violence (Europe)

Womensport International

*Liste*

Fédération internationale des associations de thanatologues

**Demandes dont l'examen est reporté**

6. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 106 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur avait posées lors de sa session ordinaire de 2011 :

Alliance of Automobile Manufacturers

All India Christian Council

American Bible Society

Amuta for NGO Responsibility

Anandilal Ganesh Podar Society

Asia Catalyst

Asia Center for Human Rights

Asia Indigenous Peoples Pact

Asian-Eurasian Human Rights Forum

Association de l'Union européenne aux États-Unis

Association internationale des aumôniers de prison

Association internationale pour la lecture

Association lesbienne et gay internationale

Assyrian Aid Society (Iraq)

Assyrian National Congress

Australian Lesbian Medical Association

Bridging the Gulf

British Humanist Association

Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara occidental

Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres

Caribbean Electric Utility Services Corporation

Católicas por el Derecho a Decidir, Córdoba

Centre des droits des gens (Maroc)

Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression

Chamber of Computer Logistics People Worldwide

Child Helpline International  
Christian Solidarity Worldwide  
Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie  
Confédération internationale de la Société de Saint-Vincent de Paul  
Corrections India  
Council for International Development  
Creating Resources for Empowerment in Action  
Defense Small Arms Advisory Council  
Dharma Drum Mountain Buddhist Association  
Ducuum  
Environmental Management for Livelihood Improvement-Bwaise Facility  
Equit Institute  
Erevna International Peace Center  
European Window Film Association  
Fédération humaniste européenne  
Fondation du Haut-Atlas  
Foundation for GAIA  
Foundation for Human Horizon  
Fondation pour le développement de la jeunesse chinoise  
Freedom Now  
Freemuse : Forum mondial sur la musique et la censure  
GGI Institute of Information Communication Technology India  
Give to Colombia  
Global AIDS Alliance  
Global Family for Love and Peace  
Great Tao Foundation of America  
Human Rights House Foundation  
Indira Gandhi National Foundation  
Indo-European Chamber of Commerce and Industry  
IOGT International  
Institute of Noahide Code  
International Council for Human Rights  
International Dalit Solidarity Network  
International Federation of Liberal Youth

International Foundation for Electoral Systems  
International Institute of Security and Safety Management  
International Organization for Victim Assistance  
International Senior Lawyers Project  
Isfahan Minority Rights and Development  
Jananeethi: A People's Initiative for Human Rights  
Kashmiri American Council  
Kita Chosen Nanmin Kyuen Kikin  
Kosmos Associates  
Krityanand UNESCO Club Jamshedpur  
Law Council of Australia  
Mahabodhi International Meditation Centre  
Mediators Beyond Borders  
Mundo Sin Guerras  
Murder Victims' Families for Human Rights  
NGO Computer Literacy Shelter Welfare, Rawalpindi  
New World Hope Organization  
Observatoire international de la justice juvénile  
Palpung Munishasan Dharmachakra Sangh  
Peacebuilders  
People's Life Centre  
Program in International Human Rights Law  
Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights  
Project Green Nigeria  
REDRESS  
Réseau d'action international contre les armes légères  
Réseau mondial des femmes pour les droits reproductifs  
Restoration World Outreach Ministries  
SAHIL  
Scholars at Risk Network  
Search for Common Ground  
Sexuality Information and Education Council of the United States  
Solicitors International Human Rights Group  
Soroptimist International of the Americas

Sri Swami Madhavananda World Peace Council  
Students for Sensible Drug Policy  
Sudanese Mothers For Peace  
Thin and High  
UNIFEM in Finland  
Widows for Peace Through Democracy  
WITNESS  
World Buddhist Supreme Tathagata Followers Peace Foundation  
World Igbo Congress  
World Toilet Organization  
Yale International Relations Association  
Yoga in Daily Life (United States of America)

e 8

**Association lesbienne et gay internationale**

7. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 4 février, le Comité a examiné la demande d'admission de l'organisation non gouvernementale Association lesbienne et gay internationale.

8. Le représentant de la Belgique, appuyé par le représentant des États-Unis d'Amérique, a appelé le Comité à se prononcer durant la session sur la demande d'admission présentée par l'Association lesbienne et gay internationale. Il a insisté sur le fait que les membres du Comité avaient eu largement le temps de passer en revue les réponses de l'organisation non gouvernementale aux questions qui lui ont été posées depuis sa première demande déposée plus de 10 ans auparavant. Le représentant du Soudan a indiqué que le Comité attendait encore qu'elle lui renvoie le questionnaire fourni. Le représentant du Maroc a interrogé le Secrétariat au sujet de la procédure pour savoir s'il était possible de mettre aux voix une demande dans le cas où des questions resteraient en suspens concernant l'organisation candidate.

9. Le représentant de la Belgique a déclaré qu'en dépit du fait qu'il respectait pleinement les différentes positions adoptées par les membres du Comité, il demandait que la demande soit mise aux voix sans plus attendre. Les représentants de la Belgique et des États-Unis d'Amérique ont fait savoir qu'ils estimaient que l'organisation non gouvernementale avait dûment répondu à toutes les questions abordées dans le questionnaire et que les autres questions posées ne visaient pas à obtenir davantage d'informations mais à retarder la prise de décisions. En outre, le représentant des États-Unis d'Amérique a affirmé que la défense des droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres ne saurait pas être considérée par le Comité comme une raison de ne pas accorder le statut consultatif. Le représentant du Soudan, réitérant sa position selon laquelle il ne convenait pas de se prononcer tant que des questions n'avaient pas reçu de réponse satisfaisante de l'organisation, a demandé une motion de non-décision concernant la proposition du représentant de la Belgique.

10. Citant l'article 50 du Règlement intérieur du Conseil économique et social, le Secrétaire du Comité a déclaré qu'il fallait d'abord mettre aux voix la motion de non-décision. Si cette motion, proposée par le Soudan, était adoptée, le débat sur la demande d'admission de l'Association lesbienne et gay internationale serait ajourné et cette demande resterait sur la liste des demandes dont l'examen est reporté.

11. Les représentants des États-Unis d'Amérique et de la Bulgarie ont exprimé leur désaccord à l'égard de la motion de non-décision, tandis que le représentant du Sénégal a déclaré y adhérer.

12. La motion de non-décision a été adoptée par 9 voix contre 7, avec 1 abstention et 2 absents, à l'issue d'un vote par appel nominal. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Burundi, Chine, Fédération de Russie, Maroc, Nicaragua, Pakistan, Sénégal, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du)

*Ont voté contre :*

Belgique, Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Inde, Israël, Pérou, Turquie

*Se sont abstenus :*

Kirghizistan

*Étaient absents :*

Cuba, Mozambique

13. Les représentants du Nicaragua et du Venezuela (République bolivarienne) ont déclaré que leurs délégations s'étaient prononcées en faveur de la motion pour des raisons de procédure, la représentante du Nicaragua signalant dans le même temps qu'elle était désireuse de recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation non gouvernementale.

#### **Demandes classées sous réserve du droit de renouveler la demande**

14. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 9 février, le Comité a décidé de clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen des demandes d'admission de 23 organisations non gouvernementales qui, malgré les trois rappels qui leur avaient été envoyés sur deux sessions successives, n'avaient pas répondu à ses questions [voir chap. I, projet de décision I, par. g)].

#### **Retrait de demande**

15. Le Comité a pris acte de la demande formulée par une organisation non gouvernementale de voir sa demande d'admission retirée [voir chap. I, projet de décision I, par. c)].

#### **Demande de changement de nom**

16. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 9 février, le Comité a examiné sept demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales, tel qu'indiqué dans le document E/C.2/2011/CRP.4, et pris note des demandes de six de ces organisations [voir chap. I, projet de décision I, par. d)].

17. À la même séance, le Comité a reporté à la reprise de sa session en mai 2011 l'examen de la demande de changement de nom présentée par l'organisation suivante :

Feminist Club (Special 2005) en Caucasian Feminist Initiative

## **B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement**

18. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour [Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement (E/C.2/2011/R.2 et Add.1 à 16)], de sa 3<sup>e</sup> à sa 8<sup>e</sup> séance et de sa 13<sup>e</sup> à sa 16<sup>e</sup> séance, du 1<sup>er</sup> au 3 février et les 8 et 9 février.

### **Nouvelles demandes faisant l'objet d'une recommandation favorable**

19. Sur les 171 organisations qui avaient présenté de nouvelles demandes, le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'octroyer le statut consultatif aux 61 suivantes [voir chap. I, projet de décision I, par. a)] :

#### *Statut consultatif spécial*

Aboriginal Legal Service of Western Australia  
Amigos do Protocolo de Kyoto  
Asociación Civil Educación, Ambiente y Territorio  
Association burkinabé pour la survie de l'enfance  
Association femmes soleil d'Haïti  
Association mauritanienne pour la promotion du droit  
Azerbaijan Turkey Business Association  
Azrbaycan Grinin Avro-Atlantika Tkilat  
Beijing Zhicheng Migrant Workers' Legal Aid and Research Center  
Centre de recherche et d'aide juridique pour les mineurs de Pékin  
China Energy Fund Committee  
China Foundation for Poverty Alleviation  
CLIPSAS  
Concern for Environmental Development and Research  
Drammeh Institute  
Fondation Agewell  
Forum Azzahrae pour la femme marocaine  
Fundación Ecología y Desarrollo  
Grand Triangle



Initiative du millénaire des femmes africaines contre la pauvreté et pour les droits humains  
Instituto para la Participación y el Desarrollo-INPADE-Asociación Civil  
International Administrative Science Association  
International Samaritan  
Istanbul Research Centre on Women  
Kadin Adaylari Destekleme ve Eđitme Derneđi  
Kenya Community Development Group  
Kikandwa Rural Communities Development Organization  
Leaders Organization  
Livelihood NGO  
Minhaj-ul-Quran International  
Muhammadiyah Association  
National Association for Work Bless  
National Women's Studies and Information Center « Partnership for Development »  
OceanCare  
Organisation nationale des donneurs de sang bénévoles  
Organizaçāo das Famílias da Ásia e do Pacífico  
Patim  
Plan Suomi Säätiö  
Protection de l'environnement et de l'écosystème  
RESO-Femmes  
Roma Zaedno  
Rufaida Health Foundation  
Rural Development Centre  
Serve Train Educate People's Society  
Social Initiatives Support Fund  
Sucardif Association  
Sudanese Organization for Education Development  
Tamil Christian Broadcasting Network  
Terra-1530  
Think Youth Independent Association  
Türk Kalp Vakfi

Turkish Philanthropy Funds  
Umud Support to Social Development Public Union  
United Help for International Children  
Univers de solidarité et de développement  
VAAGDHARA  
Women for Human Rights, groupe de femmes célibataires  
Women Watch Afrika, Inc.  
World Federation for the Treatment of Opioid Dependence

*Liste*

Hellenic Research and Educational Institute « Panos Mylonas » for Road Safety and the Prevention and Reduction of Traffic Accidents  
Richbone Initiative Foundation

**Demandes dont l'examen est reporté**

20. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 110 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur avait posées lors de sa session ordinaire de 2011 :

A Better Life Foundation  
Abibimman Foundation  
Action des chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda  
Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication  
Africa Development Interchange Network  
Africa Millennium Development Network  
Agence de développement durable de Côte d'Ivoire  
Aid The Children Network  
AIDS Foundation East-West  
All Women's Empowerment and Development Association  
Alliance Forum Foundation  
AquaFed: International Federation of Private Water Operators  
Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo  
Asociación Nacional de Empresarios de Colombia  
Asociación Panameña de Corredores y Promotores de Bienes Raíces  
Association of War-Affected Women  
Association pour le développement durable

---

Autonomous Women's Center  
Avocats pour avocats  
Baidarie  
Batool Welfare Trust  
British Columbia Civil Liberties Association  
Business and Professional Women Voluntary Organization – Sudan  
Cameroun terre nouvelle  
Center for Global Nonkilling  
Centre de droit international du développement durable  
Centre for Human Rights  
Centre international des politiques en matière d'alcool  
Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité  
Childlink Foundation  
Children's Human Rights Centre of Albania  
Civil Society Legislative Advocacy Centre  
Coalition Karat  
Crowley Children's Fund  
Ecumenical Federation of Constantinopolitans  
Ensemble luttons contre le sida  
Environment Support Group  
Foundation for the Future  
Free Africa Foundation  
Fundación Argentina a las Naciones Camino a la Verdad  
Fundación Mamonal  
Fundación País Libre  
Gender Links  
Gibh Varta Manch  
Gic technologies nouvelles au Cameroun  
Global Conscience Initiative  
Global Economist Forum  
Global Life Focus Network  
Global Organization for Human Empowerment and Rights  
Godwing Osung International Foundation (The African Project)  
Happy Hearts Fund

Homosexuelle Initiative Wien  
Human Rights Association for Community Development in Assiut  
Human Rights Law Resource Centre  
Human Rights League of the Horn of Africa  
Human Rights Now  
Hunt Alternatives Fund  
Ilingwesi Afya Program  
Indira Gandhi Integral Education Centre  
Iran Human Rights Documentation Center  
Jordan Career Education Foundation  
Jordanian Women's Union  
Kerman Raad  
Korean Bar Association  
Kuchlak Welfare Society  
Life Academy of Vocational Studies  
Mental Health Initiative for Africans in Crisis  
Microbase  
Mouvement des entreprises de taille humaine, industrielles et commerciales  
National Council of Child Rights Advocates, Nigeria: South West Zone  
National Rural Development Society  
New Era Educational and Charitable Support Initiative  
Niger Delta Women's Movement for Peace and Development  
Odhikar : Coalition pour les droits de l'homme  
Overseas Development Institute  
PFI Foundation  
Policy Research  
Real Medicine Foundation  
Reality of Aid Network  
Rural Community Development Programme  
Rural Development Organization  
Second Amendment Foundation  
Self-Help Development Facilitators  
Shanta Memorial Rehabilitation Centre  
Shohratgarh Environmental Society

Sisterhood Agenda  
 Skyian Welfare Organization  
 Social Development International  
 Society for Human Advancement and Disadvantaged Empowerment  
 Society for Research in Child Development  
 Somali Community Access Network  
 Sommet des Premières Nations  
 SOS Éducation  
 South Asian Forum for Environment  
 Sree Research and Charitable Trust  
 STEER Foundation  
 The Fishermen  
 Training for Women Network  
 Trust for Sustainable Livelihoods  
 Udyama  
 Un Techo para mi País  
 Union internationale des voyageurs  
 Vision Welfare Group  
 West Africa Centre for Peace Foundation  
 Western Cape Therapeutic Community Centre  
 Women Advocates Research and Documentation Center  
 World Council of Press  
 Young People We Care  
 Youth Bridge Foundation  
 Youth Empowerment Synergy

#### **Demandes de reclassement**

21. Ayant examiné les demandes reçues de 11 organisations pour le reclassement de leur statut consultatif (voir les documents E/C.2/2011/R.3 et E/C.2/2011/CRP.3), le Comité a décidé, à sa 11<sup>e</sup> séance, le 7 février, de recommander le reclassement de trois de ces organisations qui jouissaient du statut consultatif spécial en leur octroyant le statut consultatif général, ainsi que l'accession au statut consultatif spécial de trois autres qui figuraient sur la liste [voir chap. I, projet de décision I, par. b)].

22. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la question du reclassement du statut consultatif des cinq organisations suivantes :

Covenant House

Family Health International  
Fédération internationale des corps et associations consulaires  
Jeune chambre internationale  
United States Trademark Association

23. S'agissant de l'Union internationale contre le cancer, le Comité, ayant procédé à l'examen de la demande de reclassement présentée par l'organisation après l'avoir reporté lors de sessions antérieures, a décidé de recommander son retrait de la liste et son accession au statut consultatif spécial.

### **III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

#### **A. Rapports quadriennaux dont le Comité avait décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures**

24. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 7 février, le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant un récapitulatif de 23 rapports quadriennaux soumis par 19 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil sur les activités qu'elles avaient menées de 1999 à 2010 et dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures du Comité (E/C.2/2011/CRP.2). Sur ces 23 rapports, il en a examiné 7, émanant des organisations suivantes :

Amnesty International (2004-2007)  
Fédération internationale des journalistes (2005-2008)  
Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (2004-2007)  
Heritage Foundation (2003-2006)  
Human Rights Internet (2003-2006)  
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (2005-2008)  
Parti radical transnational (2003-2006)

25. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 16 rapports quadriennaux des 12 organisations ci-après, déjà reporté lors de sessions précédentes, dans l'attente de leurs réponses aux questions qu'il leur avait posées :

CIVICUS Alliance mondiale pour la participation des citoyens (2004-2007)  
Congrès mondial ukrainien (2003-2006)  
Fédération internationale des journalistes (2005-2008)  
Freedom House (2003-2006)  
Human Rights Watch (2005-2008)  
International Network of Liberal Women (2003-2006)  
International Press Institute (2001-2004), (2005-2008)

Internationale démocrate chrétienne (1994-1997), (1998-2001)/Centrist  
Democratic International (2001-2004)<sup>2</sup>

National Council of Women of Thailand (2000-2003)

Reporters sans frontières International (2005-2008)

Society for Threatened Peoples (2001-2004), (2005-2008)

Union internationale de la jeunesse socialiste (2005-2008)

26. À la 11<sup>e</sup> séance, le 7 février, le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté au titre du point 4 a) de l'ordre du jour (Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et dont le Comité avait décidé de reporter l'examen) un projet de décision pour examen par le Comité qui viserait à ce qu'il soit pris note du rapport quadriennal présenté par Amnesty International, dont l'examen est reporté depuis deux ans. Le représentant de Cuba a fait savoir que bien qu'il ne souhaitait pas retarder davantage l'examen du rapport il aimerait au préalable que des réponses soient apportées aux questions posées. À l'issue d'un échange de vues, les membres du Comité ont décidé de suspendre brièvement la séance afin de passer en revue les renseignements disponibles sur le site Web de l'organisation au sujet des questions posées, renseignements qui ont alors été distribués dans la salle. Après que ses membres les ont examinés, le Comité a décidé par consensus de prendre note du rapport sans procéder à l'examen du projet de décision dont il était saisi. Le représentant de Cuba a ensuite déclaré que la distribution des renseignements disponibles sur le site Web de l'organisation non gouvernementale ne saurait créer de précédent pour l'examen des rapports quadriennaux à l'avenir.

## **B. Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

27. Le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour (Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social) à sa 11<sup>e</sup> séance, le 7 février. Il était saisi d'une note du Secrétaire général transmettant 208 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2011/2 et Add.1 à 16). Le Comité a pris note de 205 de ces rapports [voir chap. I, projet de décision I, par. e)].

28. Le Comité a décidé de reporter l'examen des nouveaux rapports quadriennaux présentés par les trois organisations ci-après, en attendant les réponses aux questions qu'il leur avait posées :

Asian Legal Resource Centre

Becket Fund for Religious Liberty

Fédération internationale des PEN clubs

<sup>2</sup> L'Internationale démocratique chrétienne, qui avait présenté des rapports pour les périodes 1994-1997 et 1998-2001, est devenue Centrist Democrat International et a soumis un rapport sous ce nom pour la période 2001-2004.

29. À la session ordinaire de 2010, qui s'est tenue du 25 janvier au 3 février, il a été signalé au Comité lors de l'examen de la demande d'admission au statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Plan Sweden que ladite organisation était membre d'une confédération d'organisations non gouvernementales dénommée Plan International, inscrite sur la liste depuis 1981. Le Comité a donc prié l'organisation non gouvernementale Plan International de lui soumettre un rapport pour examen à sa session ordinaire de 2011 en vue de décider s'il convenait de recommander son reclassement, conformément à l'alinéa c) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 7 février, le Comité a recommandé de retirer Plan International de la liste pour lui octroyer le statut consultatif spécial [voir chap. I, projet de décision I, par. b)].

#### **IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG**

30. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 31 janvier 2011, le Comité a examiné ensemble le point 5 de son ordre du jour, Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, et le point 8, Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG, et entendu les exposés présentés par des membres du Secrétariat.

31. Les représentants du Soudan et de la Chine ont fait des déclarations. Ils se sont félicités des améliorations notables constatées dans les travaux du Service, l'ont encouragé à poursuivre dans cette voie et ont exprimé leur appui afin qu'il soit davantage renforcé.

#### **V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, y compris le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil**

##### **Questions connexes**

##### **Recommandations relatives à l'amélioration des méthodes de travail du Comité**

32. À la 11<sup>e</sup> séance, le 7 février 2011, à l'issue d'un échange de vues informel, des propositions d'amélioration des méthodes de travail du Comité et d'accélération de l'examen des demandes ont été examinées. Le Comité a accepté d'y consacrer tout



le temps alloué au dialogue avec les organisations non gouvernementales. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 9 février, il a accepté de tenir une réunion intersessions informelle afin de poursuivre son débat sur la question avant la reprise de sa session.

## **VI. Examen des rapports spéciaux et des plaintes des États Membres**

33. Le Comité n'a été saisi d'aucun rapport spécial à sa session ordinaire de 2011.

## **VII. Organisation de la session**

### **A. Ouverture et durée de la session**

34. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2011 du 31 janvier au 9 février et le 3 mars 2011. Il a tenu 17 séances (1<sup>re</sup> à 17<sup>e</sup> séances).

35. La session a été ouverte par le Vice-Président des sessions de 2010 du Comité, M. Edgard Pérez (Pérou), qui a rempli, à titre provisoire, les fonctions de président.

36. À la 1<sup>re</sup> séance, le 31 janvier, le Président du Comité, Aydan Karamanoğlu (Turquie), a prononcé une allocution inaugurale. Une déclaration liminaire a été faite par le Directeur du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU.

### **B. Participation**

37. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Des observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'États non membres, des représentants d'organismes des Nations Unies et des observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également participé. La liste des participants est disponible en ligne à l'adresse suivante : [www.un.org/ecosoc/ngo](http://www.un.org/ecosoc/ngo).

38. À sa session ordinaire de 2011, le Comité a entendu 13 représentants d'organisations non gouvernementales auxquels l'occasion a été donnée de répondre aux questions qu'il soulevait. Le complément d'information fourni par les représentants a facilité le débat et les travaux et aidé le Comité à prendre ses décisions.

### **C. Élection du Bureau**

39. À sa première séance, le 31 janvier, le Comité a élu Aydan Karamanoğlu (Turquie) à la présidence et Maria Pavlova Tzotzorkova (Bulgarie), Marghoob Saleem Butt (Pakistan), Mansour Ciss (Sénégal) et Edgard Pérez (Pérou) à la vice-présidence.

40. À la 16<sup>e</sup> séance, le 9 février, il a été décidé que le Vice-Président Marghoob Saleem Butt (Pakistan) remplirait également les fonctions de rapporteur.

#### **D. Ordre du jour**

41. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 31 janvier, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2011 tel qu'il figurait dans le document E/C.2/2011/1. Cet ordre du jour est le suivant :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
  - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement;
  - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
  - a) Examen des rapports quadriennaux dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
  - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
  - a) Processus d'accréditation des représentants d'organisations non gouvernementales;
  - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
  - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.

8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
  9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2012 du Comité.
  10. Adoption du rapport du Comité.
42. À la même séance, le Comité a approuvé l'organisation de ses travaux telle qu'elle est exposée dans le document de travail n° 1 et décidé de son programme de travail, qui figure dans un tableau informel.

### **VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2011**

43. À sa 17<sup>e</sup> séance, le 3 mars 2011, le Comité a adopté le présent rapport.
-